



Syndicat National **FO** des Finances Publiques

Section de **SEINE MARITIME**

21 quai Jean Moulin 76037 Rouen cedex
Tel : 02.35.58.37.17 ou 37.18, e-mail : fo.dgfi@finances.gouv.fr
Site départemental FO DGFiP :

Comité Social d'Administration Local Formation spécialisée n°3 Du 28 septembre 2023

En réponse à notre liminaire, sur le boycott des instances des représentants **F.O.-DGFiP 76** avant les vacances d'été pour manque de dialogue social, le Président non seulement accepte de présenter sa stratégie RH en terme d'affectations et de mouvements et reconnaît le droit aux organisations syndicales de discuter avec les RH des situations individuelles.

Le président nous rejoint sur le délai trop long (3 ans) afin d'adopter un règlement intérieur, dont l'échéance serait fin 2023.

Tout comme nous, il estime que les sujets des 2 instances CSA-FS et CSAL Spéciaux sont liés (DUERP-PAP, Observatoire interne, TBVS).

Le président conteste notre argument sur le fait que le Contrat Objectif Moyen (COM) est la seule réponse apportée aux résultats catastrophiques de l'observatoire interne.

Après une longue explication qui ne nous a pas convaincu, il missionne tout de même 13 binômes A+ au sein de chaque structure afin de porter la bonne parole du COM.

Il déclare mettre en place un plan d'action local détaillé face aux résultats de l'observatoire interne de notre département.

les représentants **F.O.-DGFiP 76** ont fait remarqué que le vécu des agents est bien loin du monde décrit par notre direction.... Cela relève même plus du grand écart !!!

Il faut être heureux au travail, pour autant les agents vivent mal le fait d'être déconsidéré et mis sous pression.

Le président souligne la souffrance croissante des A+ ; sans la nier nous estimons que celle des autres agents est un peu trop négligée !

Le président estime ne pas être à l'initiative d'injonctions péremptoires que nous avons évoquées dans notre liminaire. Pour autant les notes continueront à sortir, tout comme les lettres de missions .. fort fort détaillées avec un suivi appuyé de la Direction !!

Le président motive la multiplication de notes départementales (LRAR, NSA, Clic ési, adjonctions de services...) par sa volonté de figurer au plus haut en termes de résultats statistiques inter-régionaux, voir nationaux. Pour lui le département est trop souvent dernier, ou avant dernier dans de nombreux domaines : réponse aux appels mystères, décrochés téléphoniques, remises des comptes de gestion, clic ési...

Concernant le télétravail, il estime qu'il n'est pas remis en cause. Un audit commun 27-76 a été fait, et pour lui il faut adapter au contexte en fonction des services : création des SGC, besoin de présence pour réunions de services...

Une note commune 27-76 sur le télétravail sortira prochainement.

Les représentants **F.O.-DGFIP 76** ont fait remarqué que quand la direction donnait une orientation forte sur un type de mission, les agents doivent se mobiliser dessus avec une surveillance accrue des chefs de services ... Eux-mêmes supervisés par la direction. Pour autant nous soulignons que cela se fait obligatoirement au détriment d'autres missions qui sont nécessairement délaissées.

Le constat est partout le même ... il faut des effectifs !!! La direction partage même notre analyse !!!

1) Approbation du procès-verbal du CSA FS SST n°2-2023 (pour avis).

Le procès verbal a été voté à l'unanimité.

2) Points obligatoires : examen des mentions inscrites au RSST, analyse des accidents de travail, des maladies professionnelles, des fiches de signalements et des fiches de visites des médecins de prévention et des rapports de l'ISST (pour information).

- **Les fiches de signalement** : Les représentants **F.O.-DGFIP 76** ont souligné les violences dont sont spécialement victimes les agents de Seine-Maritime Amendes du fait du public difficile.

Nous ne sommes pas convaincus que la réduction des horaires d'accueil soit la panacée. Les élus ont aussi alerté une nouvelle fois la Direction sur l'installation du poste au sein de la Cité.

- **Le rapport de visite du médecin de prévention** : Les représentants **F.O.-DGFIP 76** ont demandé des précisions sur la remise en cause des préconisations du médecin du travail. C'est une première à la DGFIP !!!

Pour la Direction, le médecin a manqué de consulter le chef de service avant d'émettre son avis. Sachant que de toute façon, l'agent changeait de poste dans le cadre d'une restructuration, il ne connaissait pas l'agent...

Les élus estiment que si un expert médical donne un avis, l'administration n'a pas à revenir dessus. Cela revient à nier le rôle et l'importance des acteurs de prévention et plus largement de l'instance elle-même.

- **Les exercices incendies** : Les élus ont soulevé de nouveau qu'il n'y a toujours pas eu d'exercice d'évacuation au sein de la Cité administrative.

Nous avons d'ailleurs souligné la réaction prompte de la part du Service de Gestion Commun Départemental a dénoncé le fait que les portes coupe feu soit parfois ouvertes par blocage. Et nous n'avons pas manqué de souligner aussi l'inertie quant à résoudre le souci des accès des Personnes à Mobilité Réduite.

Nous avons réitéré dans le cadre de la Formation Spécialisée notre demande de visites de services du Pôle National de Contrôle à Distance (PNSC) de Dieppe, ainsi que du site de Neufchâtel en Bray.

3) Présentation des DUERP / PAP (pour avis).

La présentation a mis en exergue l'importance des Risques Psycho Sociaux dans notre administration, soit 38 % des lignes du DUERP : Stress, usagers agressif et en détresse, manque communication de la hiérarchie, pénibilité métier etc.

Ceci est en cohérence avec les constats issus de l'observatoire interne et du Tableau de Borde de Veille Sociale.

Un nouveau logiciel « prévaction » se substituera au Duerp en 2024 avec une remise à zéro de toutes les remarques des années précédentes.

Vote : Les représentants **F.O.-DGFIP 76** ont voté « contre » le DUERP / PAP estimant que les solutions préconisées ne sont pas en adéquation avec les réalités de terrain.

Bien souvent les solutions de « réorganisation priorisation » etc ne sont que des réponses toutes faites, de pures formes et convenues.

4) Point budget 2023 et nouvelles demandes de financement (pour avis).

Suite au Groupe de Travail du 19/09 et de la Formation Spécialisée de ce jour, les actions suivantes ont été proposées :

FS-SCT DRFIP Normandie de Seine Maritime

Propositions d'actions – Gestion 2023		
Informations DA	Données fournisseur	
Libellé demande d'achat	Fournisseurs	Montant TTC
achat matériel ergonomique suite à demande d'aménagement de poste du médecin de prévention	UGAP	10 000,00 €
Mesures empoussièrem sur chantier retrait amiante - CFP Fécamp Leclerc	Qualiconsult	10 536,95 €
Enveloppe pour mesures empoussièrem chantier retrait amiante- Bolbec		10 000,00 €
Mise à jour plans d'intervention et d'évacuation - SGC BARENTIN	LGPI	982,15 €
Mise à jour plans d'intervention et d'évacuation - SGC MONTVILLE	LGPI	201,00 €
Mise à jour plans d'intervention et d'évacuation - DIEPPE JOFFRE	LGPI	917,10 €
Modification éclairage dans bureaux rdc et boitiers éclairage de secours suite à rapport de visite de l'ISST	DUVAL	6 162,89 €
Installation VMC bureaux de réception Bolbec	CLEVIA	5 000,00 €
Décontamination local coffre Neufchatel en Bray suite présence moisissures - rapport ISST	BELFOR	2 508,00 €
Décontamination local archives Neufchatel en Bray suite présence moisissures - rapport ISST	BELFOR	10 068,00 €
Destruction archives local archives Neufchatel en Bray	BELFOR	8 460,00 €
Destruction archives local coffre Neufchatel en Bray	BELFOR	1 380,00 €
Pose d'un plafond acoustique et de pavés led suite rapport visite ISST -SGC Barentin	Gagneraud	8 721,13 €
Pose d'un plafond acoustique et de pavés led suite rapport visite ISST- SGC Barentin	DUVAL	2 375,09 €
Pose d'un portillon et d'un garde corps antenne Le Grand Quevilly	Equans	3 992,40 €
Co-financement avec le CDAS à 50 % consultations psychologue		2 000,00 €
Retrait ligne votée : Enveloppe pour mesures empoussièrem chantier retrait amiante- Bolbec		-10 000,00 €
	Total	73 304,71 €
Propositions actions pour FS SGT 28 septembre 2023		
Remplacement 18 fenêtres du SGC Harfleur - 36 676,62 euros . Proposition de co-financement suite GT financier du 15 septembre	Cuiller	16 676,62 €
matériels ergonomiques (stock de fauteuil Steelcase et eurosit E8)	UGAP	15 323,38 €
Formations risques psychosociaux		5 000,00 €
Hygiénisation des réseaux de VMC (Le Havre, Bolbec, Dieppe Clemenceau, Fécamp Leclerc)	Noval air	12 159,29 €
finalisation d'installation de pavés LED dimmables à Dieppe Clemenceau	DUVAL	7 617,82 €
finalisation d'installation de pavés LED dimmables à Fécamp Leclerc	Masselin	8 378,18 €
Enveloppe locale pour la FS CSA 76 après réserve de 5% = 138 460 euros		138 460,00 €
	direction	20 000,00 €

Les représentants **F.O.-DGFIP 76** ont accepté le principe de co-financement des ouvrants d'Harfleur au titre du mieux être pour les agents, bien que s'agissant de dépenses relevant du bâtimentaire. L'intersyndicale demande à ce que le surplus de 2000 € venant de la formation soit imputé sur les ouvrants d'Harfleur. Le président, après hésitation, a accepté. Le financement de la direction passe à 22 000 €.

Nous avons demandé un co-financement concernant l'installation de l'éclairage led à Fécamp et à Dieppe, car les travaux immobiliers venaient juste d'être achevés. La Formation Spécialisée n'a pas vocation à financer les oublis de fin de chantier. Du fait du refus de refus du président sur ce dernier sujet, les représentants **F.O.-DGFIP 76** se sont abstenus.

5) Travaux immobiliers et en cours au 1^{er} septembre 2023 (pour information).

La Direction fait un point rapide sur les travaux immobiliers dans le département.

6) Installation de la chambre d'agriculture dans les locaux du Centre des finances public de Neufchatel en Bray (pour information).

La chambre d'agriculture est installée dans le CFP. Il reste des travaux à finaliser dans ce cadre.

De plus, un autre partenaire va peut-être intégrer aussi les locaux du CFP (la MSA).

Le Président fait un topo sur la circulaire du premier ministre de février 2023 qui prône la densification des locaux administratifs avec un ratio de 16m2 agents moins le pourcentage des télétravailleurs.

A ce titre la DRFIP recherche activement des partenaires institutionnels afin de densifier les locaux (Neufchâtel en Bray, Elbeuf, Gournay en Bray, Hôtel des finances du Havre, Bolbec, Eu...).

7) Espace de convivialité / restauration du CFP du Havre (pour information).

Suite à un incident de micro-onde (départ de feu), une visite a été déclenchée sur place avec l'Inspecteur Santé Sécurité au Travail et l'assistant de prévention .

En conséquence, la Direction souhaite supprimer la possibilité d'utilisation du matériel personnel (réfrigérateur, micro onde, cafetière, bouilloire) dans des locaux non adaptés. Seul l'espace convivialité devra désormais être utilisé.

Petit point noir : il n'y a pas de point d'eau....

Les représentants **F.O.-DGFIP 76** sont intervenus pour rappeler que les matériels devaient être installés en suffisance avec les éléments nécessaires.

8) Questions diverses

- GERER MES BIENS IMMOBILIERS (GMBI).

Suite au droit d'alerte déposé par le syndicat **F.O.-DGFIP**, la Direction a effectué des visites de services dans les SIP et le SDIF.

Nous avons demandé la présence des Acteurs de Prévention (ISST, MP), ce qui a été refusé par la Direction locale, car non prévu dans la note nationale.

L'intersyndicale FO-CGT-Solidaires a donc visité les services hors de la présence de l'administration.

GMBI est un échec de déploiement notamment informatique. Il a considérablement détérioré les conditions de vie au travail des agents et a donné une image déplorable du service public en stressant beaucoup les usagers.

Vos représentants à cette FS :

Véronique MOUQUET, Olivier FOURNIER, Bernard DEMARTHE et Hervé PINEL

Pour recevoir nos newsletters en direct, vous pouvez vous abonner :

« Se syndiquer, c'est oser ensemble pour ne pas se résigner » (Léon JOUHAUX)